

ASSEMBLÉE
NATIONALE

Jean-Pierre MAGGI

Député des Bouches-du-Rhône

Assemblée nationale

126, rue de l'Université

75007 Paris

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Paris, le 13 février 2014

Monsieur Jean-Marc AYRAULT

Premier Ministre

Hôtel de Matignon

51 Rue de Varenne - 75700 Paris

Réf : 20140212/RB/PM2

Objet : Sauvegarde des capacités de l'ONERA

Monsieur le Premier ministre,

Je me permets de vous écrire pour attirer votre attention sur la situation difficile que connaît actuellement l'Office national d'études et de recherches aéronautiques (ONERA), premier acteur pluridisciplinaire français de recherche aéronautique, spatiale et de défense.

L'absence de préparation de l'avenir, le manque d'ambition et de projet scientifique global à long terme lui sont de plus en plus préjudiciables. Il conviendrait de préserver l'avance technologique acquise depuis plusieurs décennies grâce aux grands succès industriels (Airbus, Rafale, etc) et préserver une filière industrielle primordiale : 25% de l'effort de recherche nationale dans le secteur et plus de 2000 salariés.

Bien que les pouvoirs publics plaident pour un réengagement étatique dans le financement de l'ONERA pour y remédier (rapport du sénateur Roland Courteau : *Perspectives de l'aviation civile à l'horizon 2040*), l'office est contraint de s'équilibrer en ayant recours à davantage de production contractualisée (60%, le plus fort taux d'Europe). Ainsi, il est doté d'un niveau de financement direct bien plus faible que les autres EPIC (40% contre 60% en moyenne).

Cette situation s'explique notamment par le fait que l'ONERA est sous la tutelle de la Direction générale de l'armement (DGA) au sein du ministère de la Défense. Agence militaire avant tout, la DGA s'oppose à ce que leurs subventions servent à financer la recherche civile.

Ainsi, le budget 2014 a été réduit de façon drastique (-11%) et les subventions de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) ont chuté d'environ 43% (de 140M€ à 60M€).

Face aux enjeux scientifiques et techniques actuels, la gestion de l'office est devenue inadaptée. Les finalités civiles (transport aérien et applications spatiales) se sont affirmées et le secteur aérospatial revêt prioritairement un enjeu économique. Il conviendrait de refonder l'office, vers un nouveau modèle économique et un partenariat accru avec le monde académique et industriel, pour éviter une nouvelle diminution des financements directs.

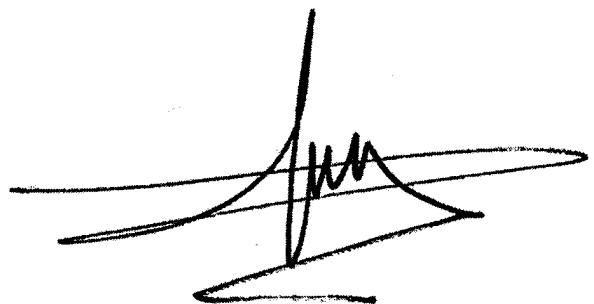
Je m'associe aux efforts entrepris par le Comité central d'entreprise (CCE) de l'ONERA et soutenu par des élus de la République, au niveau local (Mme. la Maire de Lille Martine Aubry) et national (M. le Sénateur Roland Courteau), ainsi que par l'industrie aéronautique (GIFAS).

Je tiens à vous informer que je soutiens fortement le CCE, véritable relais du personnel et poulx de l'office. Ce dernier a sollicité à plusieurs reprises la mise en place d'une multi-tutelle (entre les ministères de la Défense, de la Recherche et des Transports), aboutissant au choix d'un nouveau PDG en adéquation avec cette réorganisation.

Au regard des enjeux précédemment évoqués, cette demande me paraît légitime et j'espère vivement que vous serez en mesure d'y répondre favorablement.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien apporter à ce dossier, je vous prie de bien vouloir agréer Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma très haute considération.

Jean-Pierre MAGGI
Député des Bouches-du-Rhône



Copies de ce courrier adressées aux :

- Ministre de la Défense ;
- Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche ;
- Ministre des Transports, de la mer et de la Pêche